



L'appel de l'UE pour une réglementation financière mondiale masque des tensions inter-européennes et internationales

Par [Chris Marsden](#)

Thème: [Économie](#)

Mondialisation.ca, 23 octobre 2008

[WSWS](#) 23 octobre 2008

L'Union européenne a publié mercredi un appel pour un sommet des principales économies mondiales afin d'élaborer un nouveau système de réglementation financière mondiale et que les dirigeants de l'Union européenne appellent « Bretton Woods II ».

A l'issue d'une réunion de deux jours des dirigeants de l'UE, la chancelière allemande Angela Merkel a déclaré « Nous devrions avoir une réunion des chefs d'Etat et de gouvernement du G8 et des marchés émergents encore cette année, de préférence en novembre, pour reformer le système financier mondial et éviter que de telles choses ne se reproduisent. »

Mais, malgré l'unité des dirigeants de l'UE derrière l'appel pour un « nouveau Bretton Woods » et un accord commercial mondial, la réunion de Bruxelles témoigne une fois de plus de la perplexité et de l'impuissance dont font preuve les dirigeants européens face à la plongée dans la récession de l'économie mondiale.

En adoptant un plan de sauvetage de 2,7 billions d'euros initialement accepté à Paris dimanche dernier, le sommet de l'UE a confirmé les projets des puissances européennes de renflouer leurs principales banques aux dépens de l'argent des contribuables. « L'Europe tout entière, sans exception, approuve les mesures » du plan adopté dimanche à Paris a dit le président français, Nicolas Sarkozy dont le pays assume par rotation la présidence de l'Union européenne.

Mais ces mesures et des initiatives identiques de la part des Etats-Unis ont déjà échoué à rétablir la confiance dans les marchés. Avec la preuve grandissante d'une contraction de l'économie mondiale et d'annonces de fermetures d'usine et de hausse du chômage, c'est sur fond de nouvelles chutes des cours boursiers sur les marchés européens et asiatiques que le sommet de l'UE a eu lieu. Au dernier jour de la réunion, des chutes de l'ordre de 5 et de 11 pour cent se sont produites en Europe, avec l'indice britannique FTSE clôturant à son plus bas niveau en cinq ans, en France, le CAC 40 a plongé de 5,9 pour cent, le DAX allemand de 4,9 pour cent et la bourse de Tokyo a accusé sa plus forte perte en un jour depuis 1987.

Les dirigeants de l'UE de l'Eurogroupe se sont mis d'accord pour mettre sur pied une cellule de gestion de crise en vue de partager les informations sensibles sur les finances et de rechercher une solution commune à la crise actuelle. Toutefois, le sommet de l'UE n'a pas

pu s'accorder sur un projet unifié pour revigorer les économies européennes et il n'y a pas eu de discussion sur les mesures à adopter pour aider les millions de travailleurs qui verront leur vie dévastée par une grave récession.

Des communiqués ont été publiés sur les préoccupations du premier ministre danois, Anders Fogh Rasmussen concernant « l'impact négatif sur l'économie réelle » tandis que Sarkozy a dit que ce serait mentir que d'affirmer qu'ils ne suivent pas ce qui se passe sur les places boursières. Mais rétablir la confiance dans le système financier leur est apparu être la clé pour la consolidation de l'économie européenne, un thème qui fut souligné par le premier ministre britannique, Gordon Brown.

Avec cette facture du « rétablissement de la confiance » qui atteint des billions de dollars, ce qui est en fait à l'ordre du jour ce sont des augmentations d'impôts, des licenciements de masse et des réductions des dépenses publiques. L'assouplissement de la réglementation budgétaire communautaire qui limite à 3 pour cent du produit intérieur brut (PIB) les déficits budgétaires servira à canaliser les finances vers les banques pour leur permettre de concurrencer leurs rivales américaines et asiatiques, mais pas de soulager la souffrance de la population laborieuse. Les responsables déclarent que les déficits budgétaires pourront excéder cette limite à raison de « plusieurs chiffres derrière la virgule. »

Toute démarche vers un subventionnement de l'économie aura le même but, renforcer la position concurrentielle de l'Europe par rapport à ses rivales américaines et asiatiques. Réagissant au prêt de 25 milliards de dollars accordé par le gouvernement américain aux constructeurs automobiles américains, le premier ministre luxembourgeois, Jean-Claude Juncker a dit, « Si les Américains soutiennent massivement leur industrie automobile, l'Europe ne peut pas ne pas réagir. » Au sein de l'Europe même, la crise financière a intensifié les divisions nationales en menaçant de saper les fondements de l'unité monétaire européenne. Les affirmations que l'Europe a été le fer de lance d'une réaction coordonnée internationale à la crise sont vides de sens. En réalité, les gouvernements ont entrepris des actions unilatérales pour étayer leur système bancaire national en forçant en cela les autres gouvernements à faire de même par crainte d'une fuite des capitaux vers les pays offrant les garanties les plus généreuses à leurs banques.

La réaction des Etats-Unis à l'appel du sommet de l'UE en faveur d'un nouveau cadre réglementaire mondial a été on ne peut plus froide. « Nous aurons l'occasion de discuter de cela et des idées des autres, à un moment opportun », a dit le porte-parole de la Maison-Blanche, Tony Fratto.

Du reste, dans le cadre de principes généraux adoptés par l'UE, chaque gouvernement national disposera d'une grande latitude pour agir comme bon lui semble afin de soutenir les banques basées au sein de ses propres frontières, en offrant les conditions les plus avantageuses pour nuire ainsi aux banques des autres pays.

Dans cette lutte pour le contrôle des ressources financières qui déclinent, les pays les plus grands auront forcément un avantage considérable par rapport aux pays plus petits et qui ne seront pas renfloués par l'UE. L'Allemagne et la Grande-Bretagne ont toutes deux précisé qu'elles n'approuveront pas la poursuite des subventions qui ont été jusque-là le fondement du projet communautaire.

C'est pourquoi même avant la tenue du sommet, il y avait eu une spéculation ouverte dans les journaux économiques quant à la viabilité de l'euro, la monnaie unique et même de l'UE.

Ambrose Evans-Pritchard a écrit dans le *Daily Telegraph*, « Nous avons atteint le moment décisif où l'Allemagne aura à décider s'il convient de peser de tout son poids souverain pour soutenir le projet [l'Union monétaire européenne] ou bien faire savoir qu'elle n'est pas disposée à le faire dans une situation de crise... C'est un concours de circonstances très dangereux pour une union monétaire. Comptera-t-elle encore 15 membres d'ici Noël ? »

Ecrivant pour l'Associated Press, William J. Koleski a mis en garde que « Si l'UE n'est pas capable de trouver une réponse commune à un effondrement qui traverse les frontières, qui implique des bailleurs de fonds multinationaux et qui a poussé l'euro à son niveau le plus bas en un an, certains se demandent : A quoi bon avoir une UE ? »

Wolfgang Munchau a noté dans le *Financial Times*, « Pour l'Europe, ceci et plus qu'une simple crise bancaire. Contrairement aux Etats-Unis, elle pourrait évoluer vers une crise du système monétaire. Une crise bancaire systémique fait partie de ces quelques chocs susceptibles de détruire l'union monétaire de l'Europe. »

Bretton Woods II

L'écroulement financier, la récession mondiale et les failles grandissantes dans les fondations de l'UE forment le contexte au sein duquel la viabilité des propositions européennes pour une refonte du système financier mondial doit être jugée.

Le premier ministre Brown et le président Sarkozy ont tous deux demandé des fonds pour la création d'un nouveau système mondial de gouvernance et de réglementation financières. Mais, mis à part la rhétorique et les propositions pour un ensemble commun de principes de gouvernance, ni l'un ni l'autre n'ont avancé un projet substantiel.

Brown, en soulignant que « Les marchés financiers mondiaux comportent des défis qu'aucune nation ne peut résoudre isolément, » a demandé instamment l'adoption d'un agenda de quatre points pour « renforcer la coopération mondiale et construire une nouvelle architecture mondiale pour les années à venir, un nouveau Bretton Woods qui reconnaisse la mondialisation du risque financier dans les responsabilités des institutions financières mondiales. »

Ses quatre points consistent en « un système mondial d'avertissement préalable » qui traiterait des crises à venir, « des normes de surveillance et de régulation acceptées mondialement », « une surveillance transfrontalière » des 30 principales banques et compagnies d'assurance et « une coopération et une action coordonnée » dans un moment de crise.

Il a appelé à la réforme de la Banque mondiale, à la reconstruction du FMI afin « d'être adéquat » et à ce que d'autres régulateurs nationaux travaillent plus étroitement ensemble.

Ses propositions doivent être mises à discussion lors du prochain sommet G8 qui se tiendra soit en novembre soit en décembre et qu'il souhaite élargir à la Chine et à l'Inde dont on s'attend à ce qu'en retour ils règlent une partie de l'addition des crises économiques à venir.

Le schéma mis en avant par Brown et son appel à un « Bretton Woods II » laissent de côté les vastes changements qui ont eu lieu au cours de ces cinquante dernières années dans l'économie mondiale.

Le système de réglementation financière mis en place en 1944 lors de la conférence des puissances alliées à Bretton Woods, dans le New Hampshire, fut forgé sous l'hégémonie des Etats-Unis. Il avait été conçu comme un moyen d'empêcher un retour à la Dépression des années 1930 et aux conflits économiques effrénés entre les pays et qui avaient conduit à la Seconde Guerre mondiale. Ce système avait comme point de départ les vastes ressources économiques et la puissance industrielle sans égale du capitalisme américain.

Dans les conditions de la dévastation d'après-guerre du capitalisme européen et japonais, les Etats-Unis avaient été en mesure de parrainer la reconstruction du capitalisme mondial dans des conditions garantissant leurs propres intérêts. Ceci était symbolisé dans l'établissement du dollar comme monnaie de réserve mondiale et définie en or.

Bretton Woods fut une tentative pour surmonter le déclin historique général du système capitaliste mondial sur la base de la force et de la domination des Etats-Unis comme le pays capitaliste le plus puissant. Toutefois, en secourant l'Europe et le Japon pour s'assurer des marchés dont dépendait son industrie, les Etats-Unis avaient inévitablement mis en action un processus qui sapait sa propre suprématie économique.

En 1971, le déclin de la position relative des Etats-Unis dans l'économie mondiale fut exprimé par l'incapacité des Etats-Unis à tenir leur promesse de racheter les dollars au taux fixe de 35 dollars l'once d'or. Les Etats-Unis supprimèrent la convertibilité du dollar en or aboutissant à l'effondrement du système de Bretton Woods.

Dans les décennies qui s'ensuivirent, la bourgeoisie américaine chercha à surmonter son déclin économique en se tournant vers des formes de plus en plus grotesques de parasitisme et de spéculation économiques. Aujourd'hui, le déclin industriel des Etats-Unis et sa transformation du statut de premier créancier mondial à celui du plus grand débiteur mondial signifie qu'au lieu d'être en position de sauver le système capitaliste mondial, les Etats-Unis sont en train d'entraîner leurs rivaux économiques dans l'abîme.

Il n'est pas possible non plus que le rôle précédemment joué par les Etats-Unis puisse être assumé par une coalition de puissances européennes. Non seulement ils ont parcouru le même chemin que Wall Street dans la spéculation en se détachant presque complètement de la création de valeur réelle, mais ils sont aussi incapables de surmonter les antagonismes nationaux déchaînés par la crise économique.

Quant à la Chine, il s'est avéré qu'en détenant le gros des dettes américaines et en dépendant fortement du marché américain pour l'exportation de ses produits manufacturés son économie est liée plus que tout autre au capitalisme américain secoué par la crise. Ses marchés financiers ont perdu les deux tiers de leur valeur depuis octobre de l'année dernière.

Article original, WSWS, paru le 17 octobre 2008.

© WSWS.

La source originale de cet article est [WSWS](#)
Copyright © [Chris Marsden](#), [WSWS](#), 2008

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca